

Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 30 Avril 2015

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille quinze, le jeudi 30 Avril à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRÉSENTS :

M. Jean-Claude DARCY, M. Patrick CHANUT, Mme Brigitte JOULOT VIBRAC, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE.

ONT DONNÉ POUVOIR : M. Patrick MOIREAU à M. Jean-Claude DARCY

ABSENTS NON EXCUSÉS : Mme Florence RICHARD et Mme Christine CASSUS

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 11

Présents : 8

Votants : 9

Date de convocation : le 17 avril 2015

Date d'affichage : le 17 avril 2015

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 13 avril 2015.

Le procès-verbal de la séance du lundi 13 avril 2015, préalablement transmis aux conseillers municipaux est adopté sans observation, **à l'unanimité**.

II - URBANISME - PLU

1 – **Délibération N°2015-04/19** : *choix du bureau d'études pour l'élaboration du PLU (plan local d'urbanisme)*

Mme le Maire rappelle la consultation engagée conformément à l'article 28 du code des marchés publics (marchés à procédure adaptée) pour l'élaboration du plan local d'urbanisme.

L'appel d'offre a été publié sur le BOAMP, le Pays Briard et le Parisien. La date limite de réception des offres en Mairie était le **6 Mars 2015, à 18 heures. L'ouverture des plis a été effectuée le 16 mars 2015**. Les différents bureaux d'études ont été notés selon les critères suivants :

Valeur technique et méthodologique :	50%
Prix global des prestations :	30%
Délai :	20%

Quatre cabinets d'études ont répondu à cet appel d'offre.

- Urbanence (77550 REAU) pour un montant de 24 560€ HT
- Régis Gullon (75011 PARIS) pour un montant de 29 400€ HT
- Environnement Conseil (51000 CHALONS EN CHAMPAGNE) pour un montant de 25 875€ HT
- ECMO (77140 NEMOURS) pour un montant de 34 267€ HT

Les offres sont présentées aux conseillers qui ont établi le classement suivant :

Valeur technique et méthodologique : 50%

Urbanence	50 points
Régis Gullon	27 points
Environnement Conseil	37 points
ECMO	36 points

Pour juger de la valeur technique et méthodologique, le contenu des différentes offres est examiné, tant au niveau des moyens matériels et humains mis à disposition qu'au niveau de la présentation du dossier et du nombre de réunions proposé.

Prix global des prestations : 30%

Urbanence	30 points
Régis Gullon	15 points
Environnement Conseil	25 points
ECMO	13 points

La note la plus élevée est attribuée au cabinet qui propose le prix le plus bas, les autres notes sont attribuées au prorata

Délai : 20%

Urbanence	18 points
Régis Gullon	16 points
Environnement Conseil	20 points
ECMO	18 points

La note la plus élevée est attribuée au cabinet qui propose le délai le plus court, les autres notes sont attribuées au prorata.

Note globale :

Urbanence	98 points
Régis Gullon	58 points
Environnement Conseil	82 points
ECMO	67 points

Le classement s'établit comme suit :

- 1/ Urbanence
- 2/ Environnement Conseil
- 3/ ECMO
- 4/ Régis Gullon

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

Décide de retenir la proposition présentée par le cabinet Urbanence (77550 REAU) pour un montant de 24 560€ HT

Autorise Mme le Maire à signer la convention et tous les actes y afférent.

III - COMMISSIONS

2 – Délibération N°2015-04/20 : SIANE, tarif communaux assainissement 2016

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE la convention de facturation et son avenant pour la délégation de la facturation de la redevance et taxe d'assainissement collectif au SIANE.

ACCEPTE le tarif de la prestation de service de 2,67 € HT par facture émise + 0,21€ HT par formule RAR, délibéré par le Comité Syndical du SIANE en date du 02/04/2015, qui sera facturé selon les modalités prévues dans la convention de facturation liant le SIANE et la Commune.

FIXE le montant de la redevance d'assainissement collectif pour l'année 2016 de la manière suivante :

- Part fixe forfaitaire : 35,07€ HT + TVA au taux en vigueur pour la part communale, la part fixe de l'exploitant a été fixée par une délibération du SIANE en date du 02/04/2015 à 21€ HT + TVA.
- Part variable : 4,20€ HT/ m³ + TVA au taux en vigueur pour la part communale, la part variable de l'exploitant a été fixée par une délibération du SIANE en date du 02/04/2015 à 0,55€ HT/m³+ TVA.

La facturation de l'assainissement collectif sera faite par le SIANE, à l'usager, via une facture d'acompte et une facture de solde après transmission des relevés d'eau potable par le SNE. L'encaissement se fera sur la régie de recettes ad hoc SIANE, durant trois mois et demi pour les communes ayant signé l'avenant de mise en place des majorations, durant un mois et demi pour celles qui ne l'ont pas signé. Ces délais étant échus selon le cas, un état des sommes perçues, des sommes impayées et majorations éventuelles sera envoyé en mairie pour établissement des titres correspondants (pour la perception de la somme totale encaissée, et pour chaque facture impayée). La gestion des impayés sera de fait exécutée par la trésorerie compétente.

La commune appliquera ou fera appliquer de fait les dispositions de l'article L1331-8 du Code de la santé publique et devra transmettre une liste à jour des habitations raccordables non raccordées.

3 - Délibération N°2015-04/21 : extension des compétences de la Communauté de Commune du Pays de Coulommiers, concernant la Maison des Fromages de Brie

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-17 et L.5721-2, L.5214-16 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2015 n°09 en date du 30 janvier 2015, arrêtant les statuts de la communauté,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Coulommiers,

Vu l'intérêt de mettre en œuvre le projet de Maison des Fromages de Brie,

Vu l'intérêt qu'il y a pour la Communauté de Communes d'étendre son champ de compétences pour mener à bien ce projet,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 2 avril 2015 proposant une extension de compétences comme suit :

ARTICLE 4 : Compétences de la Communauté

« a) Compétences Obligatoires

2) Développement économique

- Etude, construction, entretien et exploitation de la Maison des Fromages de Brie»

Après examen et délibéré, le Conseil Municipal,

PROPOSE d'accepter les termes des extensions de compétences à l'article 4 des statuts de la Communauté de Communes comme suit :

ARTICLE 4 : Compétences de la Communauté

« a) Compétences Obligatoires

2) Développement économique

- Etude, construction, entretien et exploitation de la Maison des Fromages de Brie»

ACCEPTE l'extension des compétences précitées,

DECIDE d'adopter les termes de l'extension de compétences de la Communauté de Communes du Pays de Coulommiers, tels qu'exposés ci-dessus.

4 – Délibération N°2015-04/22 : SDESM, redevance, pour occupation du domaine public communal, dues par ERDF

Vu l'article R.2333-105 du code général des collectivités territoriales relatif à la redevance pour occupation du domaine public communal due par ERDF,

Considérant la population de la commune,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,

Décide de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum,

Dit que ce montant sera revalorisé automatiquement chaque année en application du dernier alinéa de l'article R.2333-105 du code général des collectivités territoriales.

Mme le Maire expose qu'une nouvelle délibération vient d'arriver et qu'il serait souhaitable de la présenter au conseil.

Le Conseil Municipal l'accepte à l'unanimité.

5 - *Délibération N°2015-04/23 : Signature convention avec Coulommiers*

Mme le Maire, informe le conseil municipal, qu'à partir du 1^{er} juillet 2015 l'instruction des permis de construire ne sera plus effectuée par la DDT (Direction départementale des territoires). La Communauté de Commune du Pays de Coulommiers propose d'établir une convention entre Coulommiers et notre commune, afin d'instruire ces dossiers à partir de cette date. Le conseil accepte à l'unanimité et autorise Mme le Maire à signer la convention et tous les documents nécessaires.

IV - TRAVAUX

6 – *Délibération N°2015-04/24 : Devis Salle des fêtes – Fenêtres*

Mme le Maire présente les différents devis qui ont été demandés :

FELDIS à Melun = 28 167 € HT

FLAMINGO à Meaux = 31 969 € HT

MIROITERIE LAURENT à Tigeaux = 31 053 € HT

MENUISERIE CORCESSIN à Choisy en Brie = 27 344 € HT

CG CONFORT à Pommeuse = 38 638 € HT

L'entreprise retenue sera en fonction de la qualité et du prix. Le Conseil Municipal choisit à l'unanimité, la Menuiserie CORCESSIN à Choisy en Brie.

La couleur retenue est le blanc. Les travaux seront terminés au plus tard le 15 septembre 2015.

7 – *Délibération N°2015-04/25 : Devis Salle des fêtes – Allée en pavés*

Mme le Maire présente les différents devis qui ont été demandés :

Entreprise PHILIPPE à Choisy en Brie = 9 440 € HT

Entreprise BAUJARD à Choisy en Brie = 9 040 € HT

Les entreprises Ollivier et Actuel Renov' n'ont pas remis leur devis.

Le Conseil Municipal choisit à la majorité, l'Entreprise BAUJARD à Choisy en Brie.

V - DIVERS

La Mairie a acheté un nettoyeur haute pression, pour entretenir les extérieurs de la salle des fêtes, du terrain de sports, etc...

Mme le Maire expose la situation de l'établissement « la Chablerie ». La commission de sécurité de l'arrondissement de Provins a émis un avis défavorable à l'ouverture de cet établissement au public et a ordonné à Mme le Maire d'émettre une mise en demeure de fermeture. L'établissement doit se mettre en conformité et établir toutes les déclarations nécessaires. Il a été retenu qu'il devra s'équiper d'une poche à eau afin d'être en règle avec la défense incendie.

Mme le Maire explique qu'un changement de destination d'un local a été enregistré en mairie le 28 avril dernier alors que les travaux sont achevés (branchement eau électricité, raccordement au réseau d'assainissement) et que ce lieu est déjà loué. Les propriétaires devront régulariser leur situation et déclarer tous leurs travaux nécessitant une demande.

Concernant le projet du sens interdit de la ruelle aux grenouilles (salle des fêtes), après renseignements, deux « potelets Mérignac » seront installés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h45.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.